

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1284

[2007/200850]

9 MARS 2007. — Décret modifiant le Livre V de la première partie et le Livre I^{er} de la troisième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le titre du décret du 19 juillet 2006 est modifié comme suit :

« Décret modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes ».

Art. 2. A l'article L1512-2, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mots „ dans les conditions prévues par le présent Livre, ” sont ajoutés après les mots “Plusieurs communes peuvent”.

A l'article L1512-2 du même Code, insérer un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Ces associations sont dénommées associations de projet. »

Art. 3. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre 2 du titre I^{er} du même Code, le mot “associations” est supprimé.

Art. 4. A l'article L1521-3, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots “des conseils communaux” sont insérés entre le mot “ensemble” et les mots “des communes”.

Art. 5. A l'article L1522-1, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code, les mots “pour une” sont remplacés par le mot “par”.

Art. 6. A l'article L1522-2, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot “autres” est supprimé.

Art. 7. A l'article L1522-4 du même Code, insérer un nouveau § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le comité de gestion peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association de projet à son président ou à la personne désignée par le comité de gestion. »

L'actuel § 6, devient le § 7.

Art. 8. A l'article L1523-5, alinéa 2, 2^o, du même Code, les termes “au sens de l'article L1512-1” sont supprimés.

Art. 9. A l'article L1523-10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots “de gestion” sont insérés entre le mot “organe” et le mot “adopte”.

Art. 10. A l'article L1523-10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots “et/ou provinciaux” sont ajoutés après les mots “et les droits de visite des conseillers communaux”.

Art. 11. A l'article L1523-13, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code, les mots “; ceux-ci peuvent être envoyés par voie électronique” sont ajoutés après le mot “afférents”.

L'alinéa 5 est supprimé.

Art. 12. A l'article L1523-13, § 2, alinéa 3, du même Code, les mots “et ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995” sont ajoutés in fine.

Au dernier alinéa de l'article L1523-13, § 2, du même Code, il y a lieu de remplacer le terme “9^o” par le terme “10^o”.

Art. 13. A l'article L1523-13, § 4, du même Code, insérer un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Ce plan est mis en ligne sur le site internet de l'intercommunale et doit être communiqué par écrit sur simple demande à toute personne intéressée. »

La dernière phrase du dernier alinéa du § 4, de l'article L1523-13, du même Code est supprimée.

Art. 14. A l'article L1523-14, 4^o, du même Code, il y a lieu d'insérer le mot “aux” avant les mots “membres des organes restreints de gestion”.

Art. 15. A l'article L1523-14, 8^o, cinquième tiret, du même Code, les mots “et les modalités d'application de celle-ci” sont supprimés.

Art. 16. A l'article L1523-14, 10^o, du même Code, les mots “alinéa 1^{er}” sont supprimés.

Art. 17. A l'article L1523-15, § 3, alinéa 3, du même Code, les mots “et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995” sont ajoutés in fine.

Art. 18. A l'article L1523-15, § 5, alinéa 2, du même Code, le mot “maximum” est inséré entre le mot “de” et le mot “cinq”.

Art. 19. L'article L1523-18, § 2, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Le nombre de membres de l'organe restreint de gestion lié à un secteur d'activité est limité au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés à ce secteur. »

Art. 20. A l'article L1523-18 du même Code, un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'intercommunale à son président ou à la personne qui occupe la position hiérarchique la plus élevée au sein de l'intercommunale. »

Art. 21. A l'article L1523-23, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, le terme “six” est remplacé par le terme “trois”.

Art. 22. A l'article L1523-23, § 1^{er}, dernier alinéa, du même Code, les mots “de l'assemblée générale” sont insérés entre les mots “la convocation” et les mots “doit contenir”.

Art. 23. A l'article L1523-24 du même Code, le § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Chaque intercommunale institue un Collège des contrôleurs aux comptes. Il est composé d'un ou plusieurs réviseurs et d'un représentant de l'organe de contrôle régional habilité à cet effet.

Il est chargé du contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations au regard notamment du Code des sociétés et des statuts de l'intercommunale. »

Art. 24. A l'article L1531-2, § 1^{er}, 2., du même Code, ajouter in fine les mots “ou avec l'association de projet”.

Art. 25. A l'article L1531-2, § 3, du même Code, les mots “L'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction.” sont supprimés.

Art. 26. A l'article L1531-2, § 3, du même Code, un alinéa 2, rédigé comme suit est inséré :

« A sa nomination, sous peine de ne pouvoir exercer ses fonctions, l'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction. »

Art. 27. A l'article L1531-2, § 5, du même Code, les mots "un député provincial" sont insérés entre les mots "un conseiller provincial" et les mots "d'une province associée".

Art. 28. A l'article L1531-2, § 5, du même Code, les mots "de l'association" sont supprimés.

Art. 29. A l'article L1532-1, § 1^{er}, première phrase, du même Code, les mots "de projet" sont insérés entre les mots "de l'association" et les mots "s'engage par écrit".

Art. 30. A l'article L1532-1 du même Code, le § 2, est remplacé par le texte suivant :

« § 2. A la demande du conseil communal, provincial ou de l'action sociale, de la commune, de la province ou du C.P.A.S. associé, un représentant de l'intercommunale désigné par le conseil d'administration est chargé de présenter aux conseillers les comptes, le plan stratégique ou ses évaluations, ou tout point particulier dont le conseil concerné jugerait utile de débattre. »

Art. 31. A l'article L1541-1, § 2, dernier alinéa, du même Code, les mots "Ce paragraphe" sont remplacés par les mots "L'alinéa précédent".

Art. 32. A l'article L1541-2, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes "et 9^o" sont ajoutés après le terme "8^o".

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon, 528 (2006-2007), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique 7 mars 2007.

Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1284

[2007/200850]

9. MÄRZ 2007 — Dekret zur Abänderung des Buches V des ersten Teils und des Buches I des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Das Wallonische Parlament hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der Titel des Dekrets vom 19. Juli 2006 wird wie folgt abgeändert:

«Dekret zur Abänderung des Buches V des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hinsichtlich der Formen der Zusammenarbeit zwischen Gemeinden».

Art. 2 - In Artikel L1512-2 Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die Wörter "unter den im vorliegenden Buch vorgesehenen Bedingungen" nach den Wörtern "Mehrere Gemeinden können" hinzugefügt.

In Artikel L1512-2 desselben Kodex wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Diese Vereinigungen werden Projektvereinigungen genannt.»

Art. 3 - In der Überschrift von Titel 1 Kapitel II, Abschnitt 3 desselben Kodex werden die Wörter "Interkommunale Vereinigungen" durch das Wort "Interkommunalen" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel L1521-3 Absatz 1 desselben Kodex werden die Wörter "Gemeinderäten der" zwischen "gesamten" und "an der Vereinbarung" hinzugefügt.

Art. 5 - In Artikel L1522-1 § 1, Absatz 3 desselben Kodex werden die Wörter "für einen" durch das Wort "pro" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel L1522-2 Absatz 1 desselben Kodex wird das Wort "anderen" gestrichen.

Art. 7 - In Artikel L1522-4 desselben Kodex wird ein neuer Paragraph 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6 - Der geschäftsführende Ausschuss kann auf eigene Verantwortung die tägliche Führung der Projektvereinigung ihrem Vorsitzenden oder der durch den geschäftsführenden Ausschuss bestimmten Person übertragen.»

Der jetzige § 6 wird zum § 7.

Art. 8 - In Artikel L1523-5 Absatz 2 2° desselben Kodex werden die Wörter "im Sinne von Artikel L1512-1" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel L1523-10 § 1 Absatz 1 desselben Kodex wird das Wort "Organ" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel L1523-10 § 1 Absatz 1 desselben Kodex wird das Wort "Gemeinderatsmitglieder" durch die Wörter "Gemeinde- und/oder Provinzialratsmitglieder" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel L1523-13 § 1 Absatz 3 desselben Kodex wird der Satz "Diese können auf elektronischem Wege zugeschickt werden." nach den Wörtern "stehenden Dokumente." hinzugefügt.

Absatz 5 wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel L1523-13 § 2 Absatz 3 desselben Kodex werden die Wörter "sowie diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden," zwischen die Wörter "angeführt sind," und "sind vom Vorteil" eingefügt.

Im letzten Absatz von Artikel L1523-13 § 2 desselben Kodex wird die Ziffer "9" durch die Ziffer "10" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel L1523-13 § 4 desselben Kodex wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Dieser Plan wird auf der Internet-Webseite der Interkommunale online gesetzt und muss jeder interessierten Person auf einfachen Antrag schriftlich mitgeteilt werden.»

Der letzte Satz des letzten Absatzes des Paragraphen 4 von Artikel L15423-13 desselben Kodex wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel L1523-14 4° desselben Kodex wird in der französischen Fassung das Wort "aux" vor die Wörter "membres des organes restreints de gestion" eingefügt.

Art. 15 - In Artikel L1523-14 8° fünfter Strich desselben Kodex werden die Wörter "und die Modalitäten für ihre Anwendung" gestrichen.

Art. 16 - In Artikel L1523-14 10° desselben Gesetzbuches werden in der französischen Fassung die Wörter "alinéa 1^{er}" gestrichen.

Art. 17 - In Artikel L1523-15 § 3 Absatz 3 desselben Kodex werden die Wörter "sowie diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden," zwischen die Wörter "erwähnt werden," und "nicht berücksichtigt" eingefügt.

Art. 18 - In Artikel L1523-15 § 5 Absatz 2 desselben Kodex wird das Wort "höchstens" zwischen die Wörter "bis zu" und "fünf" eingefügt.

Art. 19 - Artikel L1523-18 § 2 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 2 - Die Anzahl Mitglieder des beschränkten Verwaltungsorgans, das mit einem Tätigkeitssektor verbunden ist, ist höchstens auf die Anzahl von Verwaltern, die aus den diesem Sektor angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ stammen, beschränkt.»

Art. 20 - In Artikel L1523-18 desselben Kodex wird ein neuer § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3 - Der Verwaltungsrat darf auf eigene Verantwortung die tägliche Führung der Interkommunale ihrem Vorsitzenden oder der Person, die in der Interkommunale die höchste hierarchische Stellung hat, übertragen.»

Art. 21 - In Artikel L1523-23 § 1 Absatz 2 desselben Kodex wird das Wort "sechs" durch das Wort "drei" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel L1523-23 § 1 letzter Absatz desselben Kodex werden die Wörter "der Generalversammlung" zwischen die Wörter "der Einberufung" und die Wörter "muss einen Punkt" eingefügt.

Art. 23 - In Artikel L1523-24 desselben Kodex wird der § 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1 - Jede Interkommunale setzt ein Kollegium der Bücherrevisoren ein. Es setzt sich aus einem oder mehreren Revisoren und aus einem Vertreter des dazu befugten regionalen Kontrollorgans zusammen.

Es wird mit der Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der Buchungen insbesondere in Bezug auf das Gesellschaftsgesetzbuch und auf die Satzungen der Interkommunale beauftragt.»

Art. 24 - In Artikel L1531-2 § 1 2. desselben Kodex werden die Wörter "oder mit der Projektvereinigung" zwischen die Wörter "der Interkommunale" und die Wörter "abgeschlossen werden," eingefügt.

Art. 25 - In Artikel L1531-2 § 3 desselben Kodex werden die Wörter "Der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung füllt eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet." gestrichen.

Art. 26 - In Artikel L1531-2 § 3 desselben Kodex wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bei seiner Ernennung und unter Gefahr, sein Amt nicht ausüben zu dürfen, füllt der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet.»

Art. 27 - In Artikel L1531-2 § 5 desselben Kodex werden die Wörter "ein Provinzabgeordneter" zwischen die Wörter "ein Provinzialratsmitglied" und die Wörter "einer angeschlossenen Provinz" eingefügt.

Art. 28 - In Artikel L1531-2 § 5 desselben Kodex werden in der französischen Fassung die Wörter "de l'association" gestrichen.

Art. 29 - In Artikel L1532-1 § 1, erster Satz desselben Kodex wird das Wort "Vereinigung" durch das Wort "Projektvereinigung" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel L1532-1 desselben Kodex wird der § 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 2 - Auf Antrag des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats, der angeschlossenen Gemeinde, Provinz oder des ÖSHZ wird ein Vertreter der Interkommunale, der vom Verwaltungsrat benannt wird, damit beauftragt, vor den Ratsmitgliedern die Jahresabrechnung, den strategischen Plan oder seine Bewertungen oder jeden besonderen Punkt darzustellen, dessen Beratung der betroffene Rat für nötig erachtet.»

Art. 31 - In Artikel L1541-1 § 2 letzter Absatz desselben Kodex werden die Wörter "Dieser Paragraph" durch die Wörter "Der vorstehende Absatz" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel L1541-2 Absatz 1 desselben Kodex werden die Wörter "und 9°" nach dem Wortlaut "8°" hinzugefügt.

Art. 33 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. März 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 528 (2006-2007), Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 7. März 2007

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1284

[2007/200850]

9 MAART 2007. — Decreet tot wijziging van Boek V van het eerste deel en van Boek I van het derde deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 19 juli 2006 wordt gewijzigd als volgt :

« Decreet tot wijziging van Boek V van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en betreffende de wijzen van samenwerking tussen gemeenten ».

Art. 2. In artikel L1512-2, lid 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden ", in de voorwaarden bepaald bij dit Boek," toegevoegd na de woorden "Verscheidene gemeenten kunnen".

In artikel L1512-2 van hetzelfde Wetboek wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Die verenigingen worden projectverenigingen genoemd. »

Art. 3. In het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk 2 van titel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Intercommunale verenigingen" vervangen door het woord "Intercommunales".

Art. 4. In artikel L1521-3, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de gemeenteraden" ingevoegd tussen de woorden "geheel" en de woorden "van de gemeenten".

Art. 5. In artikel L1522-1, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "voor een" vervangen door het woord "per".

Art. 6. In artikel L1522-2, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "overige" geschrapt.

Art. 7. In artikel L1522-4 van hetzelfde Wetboek wordt een nieuwe § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Het beheerscomité kan onder zijn verantwoordelijkheid het dagelijks bestuur van de projectvereniging afvaardigen aan de voorzitter ervan of aan de persoon aangewezen door het beheerscomité. »

De huidige § 6 wordt § 7.

Art. 8. In artikel L1523-5, lid 2, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de bewoordingen "in de zin van artikel L1512-1" geschrapt.

Art. 9. In artikel L1523-10, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "orgaan" vervangen door het woord "beheersorgaan".

Art. 10. In artikel L1523-10, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de gemeenteraadsleden" vervangen door de woorden "gemeenteraads- en/of provincieraadsleden".

Art. 11. In artikel L1523-13, § 1, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden na de woorden "desbetreffende stukken" de woorden ", die kunnen elektronisch verstuurd worden" toegevoegd.

Lid 5 wordt geschrapt.

Art. 12. In artikel L1523-13, § 2, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en zij die bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995" in fine toegevoegd.

In het laatste lid van artikel L1523-13, § 2, van hetzelfde Wetboek dient het woord "9^o" vervangen te worden door het woord "10^o".

Art. 13. In artikel L1523-13 van hetzelfde Wetboek wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Dat plan wordt op de website van de intercommunale geplaatst en dient schriftelijk te worden medegedeeld op eenvoudig verzoek van elke belanghebbende persoon. »

De laatste volzin van het laatste lid van § 4 van artikel L1523-13 van hetzelfde Wetboek wordt geschrapt.

Art. 14. In artikel L1523-14, 4^o, van hetzelfde Wetboek dient, in de Franse tekst, het woord "aux" ingevoegd te worden voor de woorden "membres des organes restreints de gestion".

Art. 15. In artikel L1523-14, 8^o, vijfde streepje, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en de toepassingsmodaliteiten ervan" geschrapt.

Art. 16. In artikel L1523-14, 10^o, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "eerste lid" geschrapt.

Art. 17. In artikel L1523-15, § 3, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en zij die bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995" in fine toegevoegd.

Art. 18. In artikel L1523-15, § 5, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "maximum" ingevoegd tussen het woord "van" en het woord "vijf".

Art. 19. Artikel L1523-18, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het aantal leden van het beperkte bestuursorgaan verbonden met een activiteitensector wordt beperkt tot maximum het aantal bestuurders uit de bij bedoelde sector aangesloten gemeenten, provincies en O.C.M.W.'s. »

Art. 20. In artikel L1523-18 van hetzelfde Wetboek een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De raad van bestuur kan onder zijn verantwoordelijkheid het dagelijks bestuur van de intercommunale afvaardigen aan de voorzitter ervan of aan de persoon die de hoogste hiërarchische positie inneemt in de intercommunale. »

Art. 21. In artikel L1523-23, § 1, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "zes" vervangen door het woord "drie".

Art. 22. In artikel L1523-23, § 1, laatste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de algemene vergadering" ingevoegd tussen de woorden "de oproeping" en de woorden "bevat".

Art. 23. In artikel L1523-24 van hetzelfde Wetboek wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Elke intercommunale stelt een College van controleurs der rekeningen in. Het is samengesteld uit één of meerdere revisoren en een daartoe gemachtigde vertegenwoordiger van het gewestelijk controleorgaan.

Het is belast met de controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen ten opzichte van inzonderheid het Wetboek van vennootschappen en de statuten van de intercommunale. »

Art. 24. In artikel L1531-2, § 1, 2^o, van hetzelfde Wetboek worden in fine de woorden "of met de projectvereniging" toegevoegd.

Art. 25. In artikel L1531-2, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "De bestuurder of het lid van het bestuurscomité van de vereniging vult een verklaring op erewoord in waarbij hij bevestigt dat hij niet in dat verbodsgeval verkeert." geschrapt.

Art. 26. In artikel L1531-2, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij zijn benoeming vult de bestuurder of het lid van het beheerscomité een verklaring op erewoord in waarbij hij bevestigt dat hij niet in dat verbodsgeval verkeert, op gevaar af zijn functies niet te mogen uitoefenen. »

Art. 27. In artikel L1531-2, § 5, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", een provinciaal gedeputeerde" ingevoegd tussen de woorden "een provincieraadslid" en de woorden "van een aangesloten provincie".

Art. 28. In artikel L1531-2, § 5, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse tekst, de woorden "de l'association" geschrapt.

Art. 29. In artikel L1532-1, lid 1, eerste volzin, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de vereniging" vervangen door de woorden "van de projectvereniging".

Art. 30. In artikel L1532-1 van hetzelfde Wetboek wordt § 2 vervangen door de volgende tekst :

« § 2. Op verzoek van de gemeenteraad, de provincieraad of het O.C.M.W., van de gemeente, de provincie of het aangesloten O.C.M.W. is een vertegenwoordiger van de intercommunale, aangewezen door de raad van bestuur, ermee belast de rekeningen, het beleidsplan of de beoordelingen ervan of elk individueel punt dat de betrokken raad nuttig zou achten te bespreken, aan de raadsleden voor te leggen. » .

Art. 31. In artikel L1541-1, § 2, laatste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Deze paragraaf" vervangen door de woorden "Vorig lid".

Art. 32. In artikel L1541-2, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en 9^o" toegevoegd na het woord "8^o".

Art. 33. Dit decreet treedt in werking onmiddellijk na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 9 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*
Stukken van het Waalse Parlement 528, (2006-2007), nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, openbare vergadering van 7 mei 2007.
Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1285

[2007/200845]

9 MARS 2007. — Décret portant assentiment à la Convention internationale pour la protection des végétaux, et l'Annexe, adoptés à Rome le 17 novembre 1997 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le texte révisé de la Convention internationale pour la protection des végétaux, et l'Annexe, adoptés à Rome le 17 novembre 1997 lors de la 29^e session de la Conférence de la F.A.O., sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2006-2007.*
Documents du Parlement wallon 522 (2006-2007), n^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 7 mars 2007.
Discussion - Votes.